

DIRECTION GENERALE DES SERVICES/DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE**ARR2023_0230****ARRÊTÉ****OBJET : NOMINATION DU COORDONNATEUR COMMUNAL SUPPLÉANT DU RECENSEMENT DE LA POPULATION 2024**

Le Maire de la Commune de Noisiel,

VU le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données),

VU le code général des collectivités locales,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),

VU le décret en Conseil d'État n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276,

VU le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

VU l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485,

VU la délibération n° DEL2023_0097 du Conseil municipal du 30 juin 2023 portant rémunération du correspondant RIL (Répertoire d'Immeubles Localisés) et du Coordonnateur du recensement de la population 2024,

CONSIDÉRANT la nécessité de nommer un coordonnateur suppléant afin d'assurer le suivi de la collecte de recensement 2024 en cas d'empêchement du coordonnateur du recensement,

1/3



Suite de l'arrêté n° ARR2023_0230

Portant « Nomination du coordonnateur communal suppléant du recensement de la population 2024 » (2)

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame Vanessa Le Guelvout est nommée en qualité de coordonnateur communal suppléant de l'enquête de recensement pour l'année 2024.

ARTICLE 2 : Ses missions, exercées uniquement en cas d'empêchement du coordonnateur du recensement, sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.

Ses obligations relatives à la confidentialité et la protection des données sont celles définies par le règlement général sur la protection des données et les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisés.

À ce titre, elle s'engage notamment à ne pas transmettre les renseignements ou données relatives à des personnes physiques, qu'il sera amené à collecter ou mobiliser pour les besoins du recensement de population, à d'autres destinataires que ceux désignés ou autorisés par l'Insee ; ni en faire état dans ses relations à des tiers, quels qu'ils soient.

Elle reconnaît, en cas d'infraction, s'exposer aux poursuites d'ordre pénal prévues par l'article 226-13 du code pénal relatif au secret professionnel et les articles 226-16 à 226-24 du code pénal relatif aux atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques. Elle reconnaît également s'exposer dans ce cas à des poursuites en responsabilité civile au titre des dommages causés.

ARTICLE 3 : Ses conditions d'exercice seront les mêmes que celles du coordonnateur du recensement, notamment en matière de rémunération, au prorata des missions effectivement réalisées en remplacement du coordonnateur titulaire.

ARTICLE 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- L'INSEE

- Monsieur le Préfet de Seine et Marne,

- Monsieur le Comptable Public de Marne la Vallée,

- Madame le Directeur Général des Services de la Mairie de Noisiel,

- L'intéressée,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de DEUX mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être aussi saisi par l'application informatique télé-recours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.



Suite de l'arrêté n° ARR2023_0230

Portant « Nomination du coordonnateur communal suppléant du recensement de la population 2024 » (3)

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est rendu exécutoire à compter de la date de son affichage ou publication et de sa transmission au représentant de l'État.

Fait à Noisiel,

